

Comment faire plier un neutre ? L'action politique et militaire de la France en Grèce (1915-1917)

Rémy Porte



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5461>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 45-62

ISBN : 2-914561-53-2

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Rémy Porte, « Comment faire plier un neutre ? L'action politique et militaire de la France en Grèce (1915-1917) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 81 | 2010, mis en ligne le 15 juin 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5461>

Comment faire plier un neutre ? L'action politique et militaire de la France en Grèce (1915-1917)

Rémy PORTE

La notion de neutralité sort particulièrement éprouvée de la Grande Guerre et cette question est essentiellement connue à travers l'exemple tragique de la Belgique. Mais, dans le même temps, notre mémoire collective a oublié le sort réservé par les Alliés aux États non-belligérants qui refusaient de se plier à leurs exigences, et dans ce cadre, le cas tout à fait emblématique de la Grèce, entrée en guerre à la fin du mois de juin 1917 au terme d'un long processus dont chaque étape marque un nouvel abaissement de sa souveraineté. Dans un long entretien avec un correspondant de l'*Associated Press*, publié par les journaux américains les 23 ou 24 janvier 1916 selon les titres, le roi Constantin proteste contre les violations de la neutralité grecque par les Alliés et compare d'ailleurs les faits à la violation par l'Allemagne des neutralités belge et luxembourgeoise. L'émotion est particulièrement vive en France, où il ne saurait être question d'assimiler la « brutalité germanique » au combat de Paris pour « le droit et la liberté ». Si les propos du roi des Hellènes sont peu habiles et ce rapprochement hâtif effectivement exagéré, force est de reconnaître que les scrupules juridiques et diplomatiques n'ont pas résisté longtemps à un interventionnisme politique et militaire, par ailleurs brouillon, dans les affaires intérieures grecques.

Il ne s'agit pas ici de reprendre la chronologie, désormais bien connue, des évolutions successives qui conduisent à cette entrée en guerre, mais de rechercher les mécanismes, les motivations et les conséquences des pressions exercées par les Alliés, au premier rang desquels la France. Sur ce point, les témoignages ultérieurement publiés par les acteurs et témoins sont particulièrement essentiels¹, même s'il convient de prêter une attention toute particulière aux *a priori* partisans et à la propagande². Ce paramètre est mis en relief durant la guerre elle-même par les

1. Voir la bibliographie indicative finale.

2. Le « Schisme national » en 1916 marque profondément la Grèce et la poursuite de l'opposition entre Constantin et Venizélos après la première guerre mondiale exacerbe les passions entre partisans et adversaires du roi ou de son Premier ministre. Par ailleurs, la censure française exerce un contrôle étroit sur toutes les publications et oriente fermement les journalistes en faveur de Venizélos. Voir en particulier la thèse d'Ellie Lemonidou, *La Grèce vue de France durant la première guerre mondiale : entre censure et propagandes*, Université Paris IV Sorbonne, mars 2007. Dans une lettre du 2 février 1918 à sa femme, le général Guillaumat, commandant en chef en Orient, prend le

grandes divergences d'approche des pressions de tous ordres qui s'exercent sur les autorités grecques, entre « Alliés » (bien mal nommés) certes, mais aussi entre responsables politiques et militaires français³. Sarrail lui-même le déplore :

J'étais le commandant en chef des armées alliées en Orient, mais tout ce qui se passait en Grèce hors de la Macédoine était dirigé, inspiré ou accompli par Londres, Rome, Paris, les autorités militaires de Corfou, les escadres, la rue Royale, par tout le monde et par personne⁴.

État de la Grèce et de l'armée grecque au début de la guerre

Petit pays pauvre et peu peuplé jusqu'aux guerres balkaniques, la Grèce ne présente d'intérêt pour les grandes puissances que du fait de sa situation géographique, de l'importance de ses côtes et de l'existence à la fois d'un irrédentisme et d'une émigration qui constituent autant de moyens de pression à l'égard d'Athènes comme de Constantinople. Les guerres balkaniques permettent un accroissement sensible du territoire et de la population – qui passe de 2,8 à 4,8 millions d'habitants –, mais le coût des récentes campagnes militaires est insupportable pour un budget aux abois. Le Trésor est vide, alors qu'il faudrait dans le même temps investir dans les nouvelles provinces du Nord, améliorer les infrastructures pour permettre le développement du commerce, liquider les dépenses de guerre, commencer à renouveler les équipements militaires et à moderniser la flotte. L'état des finances publiques ne cesse de s'aggraver, ce qui explique les démarches entreprises par Athènes au premier semestre 1914, auprès de Paris, Londres et Berlin, mais les Occidentaux, déjà, conditionnent leur soutien à l'acceptation par la Grèce de conditions politiques⁵. Parallèlement, le délabrement de l'armée grecque est tel que le pays est incapable en 1915 d'équiper les soldats mobilisés et d'entretenir les unités. L'année suivante, le sous-intendant Bonnier doit conclure un rapport d'enquête par ces mots sans appel : « L'armée grecque serait incapable d'entrer en campagne... Si un remède n'est pas apporté à cette situation, l'armée grecque sera pour de longs mois dans l'impossibilité de marcher car elle sera tombée en décomposition ». Outre que ce rapport relativise singulièrement la menace que l'armée grecque ferait, selon Sarrail, peser sur les arrières de l'armée d'Orient, il

recul nécessaire : « Ne te frappe pas des difficultés politiques que les journaux ne manqueront pas de signaler de temps à autre... Il faut voir cela sous l'angle voulu et ne pas oublier que pour Athènes, Toulouse, c'est le Nord. Alors, tu penses si les mots y ont un sens particulier », dans *Correspondance de guerre du général Guillaumat*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 286.

3. Sur cet aspect de la question, voir Rémy Porte, « L'armée française en Grèce (1916-1918), entre contradictions politiques et militaires », dans Rémy Porte (dir.), *Les relations militaires franco-grecques de la Restauration à la seconde guerre mondiale*, Vincennes, SHD, 2007, p. 83-101.
4. Général Sarrail, « La Grèce vénizéliste. Souvenirs vécus », *Revue de Paris*, 15 décembre 1919, p. 685-706, p. 705.
5. Sur cette question financière et budgétaire, voir en particulier Hélène Gardikas-Katsiadakis, « Les emprunts de guerre grecs de 1910 et 1914. Leur aspect politique », et Jacques Thobie, « Les dettes de guerre grecque vues de Paris », dans *La France et la Grèce dans la Grande Guerre*, actes du colloque tenu à Thessalonique en novembre 1989, organisé par Université de Thessalonique / Institut d'histoire des conflits contemporains, Paris, Thessalonique, Université de Thessalonique, 1992, p. 123-139 et 141-163.

met en évidence qu'elle est, au lendemain des guerres balkaniques, incapable de mener une guerre contre les Empires centraux.

Les Français affirment ultérieurement que la déclaration initiale de neutralité de la Grèce n'était pas tenable : « Alors que le chemin dans lequel, en présence du gigantesque conflit, ce pays devait infailliblement s'orienter était impérieusement désigné aussi bien par ses intérêts que par ses sentiments et par ses aspirations purement morales, ce chemin ne fut pourtant suivi que trois ans après que la volonté austro-allemande déclencha la catastrophe »⁶. Il s'agit d'une reconstruction ultérieure, au regard des événements de 1917 et 1918, car en 1914 une participation au conflit n'engendrerait que des difficultés nouvelles, politiques, militaires, économiques ou financières.

Quelques facteurs généraux

Au-delà du sec énoncé des correspondances officielles, différents paramètres permettent de comprendre les ressorts de l'action française en Grèce : la personnalité des principaux acteurs y tient une place essentielle, aux côtés des contraintes diplomatiques et du jeu croisé d'ambitions régionales contradictoires d'une part, et d'une action déterminée et durable de désinformation d'autre part, menée par la presse française en particulier.

Une étonnante galerie de portraits

Nombreux sont les intervenants de la crise grecque, nationaux et étrangers, mais la place disponible ne nous autorise pas à étendre notre présentation au-delà de quelques figures emblématiques. Les personnalités des chefs de l'état-major royal et des premiers ministres successifs de Constantin I^{er} mériteraient d'être brossés, au même titre que celles des généraux et ambassadeurs qui représentent alors la Grande-Bretagne, l'Italie ou la Russie, ou que celles des représentants militaires français à Athènes – le général Bousquier, attaché militaire, l'amiral Dartigue du Fournet, commandant en mer la flotte alliée et le commandant de Roquefeuil, attaché naval. Nous nous limiterons donc à quelques personnages essentiels.

Deux hommes dominent la vie nationale grecque.

Le roi, Constantin I^{er}, jouit dans le pays d'un grand prestige, tenant à la fois à l'agrandissement territorial réalisé à l'issue de la deuxième guerre balkanique et au fait qu'il est le premier souverain né dans le pays depuis le retour à l'indépendance. Il est parfois comparé au *Basileus* antique et certains rêvent de le voir entrer dans Constantinople, mais l'image du roi des Hellènes a été particulièrement brouillée par les effets de la propagande alliée et vénizéliste à partir de 1916. Apprécié des journaux occidentaux à l'époque des guerres balkaniques, il devient pendant la Grande Guerre ce « prince danois d'origine, allemand de cœur, moitié

6. L. Maccas, « La Grèce et l'Entente (1914-1917) », *Revue générale de droit international public*, 1918, p. 29-75, p. 29-30.

grec, moitié germanique»⁷, décrit comme rancunier et admirateur du *Kaiser*, dont il a épousé la sœur en 1889. Dans sa préface à l'ouvrage de Georges Melas, René Puaux brosse un portrait étonnant du souverain grec : « Ceux qui ont approché le roi Constantin ont été naturellement séduits par cette qualité si rare chez un souverain : le bon-garçonisme » et ajoute « Il était de ceux qui ne sont point faits pour l'adversité et les difficultés. Il ne pouvait concevoir la vie autrement que simplifiée par la chance et élargie par l'absence de soucis [...]. Il croyait à son étoile »⁸. Déconsidéré dans la presse française après l'affaire d'Athènes (1^{er} décembre 1916), il devient « le valet de Guillaume » et « le serviteur de l'Allemagne ». Présentée par les journaux parisiens comme l'inspiratrice de la dérive pro-allemande du pays à partir de 1914, la reine Sophie n'est pas épargnée, mais Georges Melas, qui a longtemps été admis dans la sphère privée du couple royal, la décrit comme « distante à un point désespérant. Était-ce timidité ou morgue ? On ne saurait trop le dire, mais je pense plutôt pour le premier de ces sentiments [...]. Devenue reine, elle devint encore plus réservée dans le monde et adressait rarement la parole à qui que ce fût »⁹.

Venizélos, le « Grand Homme », Crétois devenu héros national, est Premier ministre depuis 1910. Homme politique obstiné, excellent diplomate, il s'est rapproché de l'Entente grâce à laquelle, pense-t-il, pourra être réalisée la « Grande Idée » (rattachement de toutes les terres de culture grecque). Il est à l'origine des initiatives grecques en faveur des Alliés, mais se heurte tour à tour à l'hostilité des Russes (Constantinople et Détroits) et des Italiens (Epire), à la méfiance des Britanniques et aux hésitations des Français. Il entre à l'automne 1915 en opposition ouverte avec le roi et trouve dans les Alliés, en mauvaise posture à Salonique, un soutien indispensable. Au-delà de l'homme politique en action, les avis portés sur sa personnalité sont extrêmement ambigus et, parmi d'autres, Sarrail lui-même souligne sa (trop ?) grande habileté avec ce mot presque méprisant : « Un ministre grec peut bien jouer les Talleyrand, surtout lorsqu'il en a l'envergure ainsi que peut-être la carence de scrupules »¹⁰.

Les ambassadeurs de France qui se succèdent à Athènes au cours de cette période, hommes de grande culture, ne manquent pas de personnalité mais semblent peu soucieux d'améliorer sur le fond les relations entre Paris et le gouvernement royal. En poste lorsque la guerre éclate, Deville est un républicain engagé qui « dissimulait du reste si peu son aversion pour les rois qu'il avait rendu plutôt difficiles ses relations, même officielles, avec la Cour »¹¹. Son successeur, Guillemin, prend ses fonctions à l'été 1915. Cosmin le décrit comme « un esprit

7. Toreau-Bayle, « Deux ans de politique militaire en Grèce », *Les Archives de la Grande Guerre*, 1920, 2^e année, t. V, p. 215-230, p. 216.

8. Georges M. Melas, *L'ex-roi Constantin. Souvenir d'un ancien secrétaire*, Paris, Payot, 1921, préface de René Puaux. Précisons que Georges Melas a été proche de Constantin I^{er} de l'adolescence à la fin de l'année 1915 et qu'il fait alors le choix de rejoindre Venizélos. Journaliste au *Temps* et auteur prolifique, René Puaux a publié plusieurs ouvrages sur les Balkans et l'Orient méditerranéen.

9. *Idem*, p. 62.

10. Général Sarrail, « La Grèce vénizéliste... », art. cit., p. 691.

11. Georges M. Melas, *L'ex-roi Constantin...*, op. cit., p. 136.

brouillon et emporté»¹², et pour Robert de Billy, «il vivait à Athènes dans un tissu d'intrigues compliquées qu'il ne démêlait pas toujours [...] Il s'abstenait de tout contrôle sur les initiatives de l'attaché naval Roquefeuil, qui télégraphiait à l'amiral Lacaze, ministre de la Marine, dans un sens généralement différent de celui de son ministre»¹³. Dans sa biographie de référence sur Aristide Briand, Georges Suarez se montre également particulièrement critique à l'égard des deux représentants de la France¹⁴.

Clairement engagé dans le camp républicain et radical, terme politiquement fort au début du xx^e siècle¹⁵, le nouveau commandant en chef en Orient se heurte immédiatement à son «homologue-subordonné» britannique, ce qui complique encore les relations déjà délicates entre les représentants dans le pays des deux Alliés. Dès son arrivée sur le sol grec, Sarrail demande le «détronement» de Constantin, mais reconnaît que son approche de la situation locale manque singulièrement de profondeur et qu'il débarque à Salonique «le 12 octobre 1915, sans aucun renseignement, sans aucune orientation officielle, ne connaissant rien du pays, rien du peuple, rien des évènements qui venaient de se dérouler depuis le commencement de la guerre»¹⁶. Agissant en proconsul sur la portion du territoire grec dont il s'assure en quelques mois le contrôle, il néglige de se rendre à Athènes pour une visite de courtoisie au roi Constantin avant le mois d'avril 1916, donnant le sentiment d'une «occupation» de la région de Salonique. À partir de 1916, les Britanniques expriment de plus en plus fermement le souhait qu'il soit relevé de son commandement et Paul Cambon télégraphie l'année suivante à Paris : «Lord Cecil a ajouté qu'on reprochait à notre général de négliger les affaires militaires pour s'occuper de questions politiques»¹⁷.

S'il apporte un soutien constant aux partisans de Venizélos, il ne faut pas pour autant estimer qu'il est aveugle sur les ambitions, la politique et les moyens de l'ancien Premier ministre de Constantin et il qualifie ultérieurement le gouvernement de la Défense nationale de Salonique «[d']existant et toléré uniquement par mon bon vouloir»¹⁸.

Poids des relations internationales et effets des évènements extérieurs

Si l'on veut comprendre l'évolution de la situation dans les Balkans pendant la Grande Guerre, il faut revenir aux guerres balkaniques et, dans le cas particulier de la Grèce, au bilan stratégique des Alliés pour les années 1915 à 1917. Les analyses ultérieures insistent sur le manquement de la Grèce en 1915 au traité d'alliance

12. S.P. Cosmin, *Dossiers secrets de la Triple Entente. Grèce, 1914-1922*, Paris, 1969, p. 135.

13. Robert de Billy, «Salonique, 1917», *Revue d'histoire diplomatique*, 3-4, 1985, p. 215-256, p. 239.

14. Georges Suarez, *Briand*, 6 vol., Paris, Plon, 1938-1952, vol. 3, p. 126, 137, 284.

15. Directeur de l'Infanterie au lendemain de «l'Affaire des fiches», il a également été commandant militaire du Palais Bourbon. Relevé du commandement de la III^e Armée par Joffre, il fait jouer ses amitiés politiques pour recevoir une affectation importante.

16. Général Sarrail, «La Grèce vénizéliste...», art. cit., p. 685.

17. Service historique de la Défense (SHD), Télégramme de l'ambassadeur de France à Londres au ministère des Affaires étrangères, n° 912, 8 juin 1917.

18. *Idem*, p. 694.

avec la Serbie, signé en 1913, mais omettent généralement de replacer la situation du gouvernement d'Athènes dans le cadre plus large des événements régionaux et des relations entre États.

L'entrée du *Goeben* et du *Breslau* dans les Dardanelles dès août 1914¹⁹ ravive les inquiétudes grecques. Rebaptisés *Yavuz Sultan Selim* et *Midilli*, les deux croiseurs modernes surclassent tous les bâtiments de la flotte grecque et il n'est pas illégitime que le gouvernement d'Athènes, alors que les Alliés occidentaux connaissent une succession de revers militaires, fasse preuve de prudence. Venizélos lui-même, dont les regards se portent davantage vers l'Asie mineure que vers le nord de la Macédoine, en souligne l'importance. La question devient encore plus sensible avec l'entrée en guerre de la Turquie à l'automne, alors que les ambitions russes en direction de Constantinople sont connues et que l'empire des Tsars oppose son veto à toute décision interalliée qui menacerait ses appétits sur la capitale turque et les Détroits (projet d'intervention militaire grecque au début de l'année 1915).

Par ailleurs, l'imbroglio des promesses territoriales faites par la France et le Royaume-Uni pour attirer certains neutres aux côtés de l'Entente se fait aux dépens des ambitions continentales de la Grèce. Satisfaire l'irrédentisme italien sur la côte dalmate et albanaise fait aussitôt surgir la question sensible de l'Épire du Nord. De même, le roi Constantin peut-il faire confiance aux puissances de l'Entente qui, le 29 mai 1915 encore, proposent à la Bulgarie pour prix de son entrée en campagne aux côtés des Alliés, un agrandissement territorial en Thrace et en Macédoine ? Cette manœuvre pour le moins maladroite – qui témoigne du mépris dans lequel Paris, Londres, Saint-Petersbourg et Rome tiennent leurs petits alliés et de leur attachement réel au « droit des peuples » si souvent évoqué – provoque une émotion considérable en Grèce, où se déroule au même moment la campagne pour les élections législatives.

Le gouvernement royal grec fait ainsi le choix de l'attentisme et de la neutralité alors que la situation générale des Alliés semble leur imposer de gagner les neutres à l'Entente. En 1915, l'échec des offensives d'Artois et de Champagne à l'Ouest, le recul russe à l'Est et l'effondrement de la Serbie au Sud-Est ne sont pas compensés par l'entrée en guerre de l'Italie. En 1916, la saignée de Verdun et l'échec sur la Somme, puis l'essoufflement de l'offensive Broussilov et les défaites roumaines à l'Est témoignent de la capacité de résistance des Empires centraux. Au premier semestre 1917, l'échec de l'offensive d'avril à l'Ouest, la première révolution russe et les succès initiaux de la guerre sous-marine à outrance se traduisent chez les Alliés par des crises ministérielles et peuvent les contraindre à accepter une « paix blanche ». Que pourrait gagner à court terme la Grèce affaiblie en rejoignant une coalition sur la défensive ? La mobilisation grecque de septembre 1915, voulue par Venizélos comme une première mesure de mise en œuvre du traité gréco-serbe de 1913, est présentée par le roi comme une simple précaution « à la suite de la mobilisation bulgare », qui ne doit servir « qu'à protéger les intérêts

19. Ces deux navires, qui constituent l'essentiel de l'escadre allemande de Méditerranée depuis l'année précédente, bombardent les ports français de Bône et de Philippeville en Algérie, recomplètent leurs soutes en Sicile et parviennent à échapper à leurs poursuivants britanniques pour rejoindre Constantinople. Ils jettent l'ancre le 10 août dans le port de Tchanak.

vitaux du pays»²⁰. Ces propos sont ensuite tournés en dérision lorsqu'il s'agit de la Grèce, mais nul ne songe à les critiquer quand la Suisse ou les Pays-Bas, également neutres, entretiennent à leurs frontières leur armée sur le pied de guerre.

L'attitude des journaux

Dans le cadre d'une véritable guerre de l'information, et pour faire pièce à l'agence Wolf qui détient un monopole de fait auprès des journaux grecs, une nouvelle agence de presse, l'Agence Radio, est créée au début de l'année 1916 à Athènes, à partir de financements essentiellement privés, et sa direction confiée à un Français²¹. En métropole, hormis les communiqués officiels, les informations en provenance d'Athènes et de Salonique sont étroitement filtrées au point que le *Journal des Débats* du 8 décembre 1916 doit convenir qu'il ne dispose que des « nouvelles que l'on reçoit par Londres, et qui sont les seules dont nous puissions faire état puisque l'on ne porte à notre connaissance aucune information de source française ». D'ordinaire très prudent, *Le Temps* revient à plusieurs reprises en quelques jours sur ce sujet. Le 4 décembre, l'éditorialiste affirme que, « par respect pour ses lecteurs, [il] se bornera à leur rappeler quelles difficultés il a rencontrées depuis cinq mois à exprimer sur la Grèce, avec une extrême modération de forme, les idées qu'il croyait justes », mais que pour l'instant « le rôle de la Grèce est de donner à tous l'impression que l'opinion alliée fait bloc ». Les 8 et 10 décembre en particulier, il soutient son confrère du *Journal des Débats* : « Non seulement on retient les télégrammes qui nous sont adressés par nos correspondants à Athènes et à Salonique, mais la reproduction des nouvelles reçues par les journaux anglais est elle-même étroitement limitée ».

Les termes employés à l'égard des ministres de Constantin deviennent de moins en moins courtois au fil des mois. Ils sont décrits comme serviles et incapables, « tout au plus aptes à remplir les fonctions de sous-préfet »²², alors qu'après le renvoi de Venizélos, le cabinet Zaïmis formé à Athènes le 7 octobre compte parmi ses membres d'anciens premiers ministres grecs peu critiqués jusqu'à cette date par la presse française. Le dénigrement des responsables politiques nationaux s'accompagne de commentaires douteux. Évoquant l'arrestation à Salonique, à la suite de l'expulsion des consuls des puissances centrales au début du mois de janvier 1916, de quelques 350 personnes, les journaux anglais et français prennent soin de préciser qu'il s'agit pour l'essentiel de « demi-mondaines » et de « femmes de mauvaise vie, de nationalité allemande ou autrichienne ». Des espionnes, sans doute ? Mais la vertu est fort heureusement du côté de l'Entente ! Les partisans de Constantin sont à partir de l'été 1916 de plus en plus régulièrement qualifiés

20. Intervention du M. Gounaris devant la Chambre des députés le 29 septembre 1915, citée par L. Maccas, « La Grèce et l'Entente (1914-1917) », art. cit., p. 50.

21. Personnage aux multiples facettes, magnat du pétrole moyen-oriental, très important marchand d'armes, propriétaire de banques et de journaux, Basil Zaharoff finance largement la propagande vénézélienne et pro-française. Plusieurs livres en anglais lui ont été consacrés par Richard Lewinsohn entre 1929 et 1933 (rééd. Kessinger Publishing, 2004). En français : *Sir Basil Zaharoff, le roi des armes*, Paris, Plon, 1935.

22. Georges M. Melas, *L'ex-roi Constantin...*, op. cit., p. 152.

de « bochophiles », ce qui prépare les lecteurs aux sanctions (nécessairement légitimes) prises contre le gouvernement royal.

Malgré l'omniprésence de la censure, il est intéressant de constater que le ton de la presse quotidienne parisienne n'est pas uniforme. L'exemple de l'écho donné aux événements d'Athènes du 1^{er} décembre 1916 est à cet égard instructif. Les grands quotidiens populaires jouent rapidement sur l'accroche en première page (*Le Petit Parisien* du 3 décembre : « Le sang français coule à Athènes » ; *Le Petit Journal* du même jour : « Des troupes grecques attaquent les marins français casernés à Athènes. Il y a des morts et des blessés » ; *Le Gaulois* toujours le 3 : « Sanglante tragédie à Athènes. On se bat dans les rues ») ; les journaux modérés consacrent à cette affaire, avec une journée de recul, des développements plus longs aux titres plus sereins (*Le Figaro* du 4 décembre : « La bataille d'Athènes », le 5 : « La Grèce et l'Entente » ; *Le Journal des Débats* du 4 : « La tragi-comédie grecque »). *Le Temps*, très sérieux organe du centre droit et quotidien de référence, consacre à la question son éditorial dans l'édition du 4 décembre. Il n'émet aucune réserve sur la responsabilité « des agents allemands – au premier rang desquels nous plaçons le roi », mais observe qu'il ne faut pas exagérer « les moyens dont disposent le roi, la reine, M. Streit et le général Dousmanis » et note pudiquement en conclusion qu'il faut régler sans tarder « les difficultés – secondaires au regard du reste, mais irritantes tout de même –, dont Athènes est le théâtre ». La presse d'opinion et confessionnelle enfin semble manifestement gênée et hésitante (*L'Action française* du 3 décembre se contente d'un prudent : « L'agression d'Athènes » ; *L'Humanité* du même jour : « Les événements de Grèce. Les responsabilités du roi sont évidentes » ; *La Croix* n'évoque la question que le 5 sous le titre « L'agression grecque »). Il est toutefois intéressant d'observer que, pour ces journées du 3 au 5 décembre, les articles consacrés à la Grèce sont d'une part les seuls, d'autre part presque tous et pour tous les titres, caviardés par la censure, ce qui témoigne de divergences initiales et d'une ferme reprise en main.

Tout en dénigrant les partisans de Constantin, la presse de l'Entente met en valeur la moindre déclaration ou action des Venizélistes. La lecture des journaux français laisse l'impression qu'une large majorité des Grecs soutient les choix de Venizélos et il faut chercher au détour d'un paragraphe un bémol ayant probablement échappé à la censure. Evoquant la vie à Athènes, *L'Illustration* observe que dans les salles de cinéma, « il y a un an, lorsque les soldats français apparaissaient à l'écran, le public criait sa joie et son admiration. Depuis lors, il se tait ou n'applaudit que timidement »²³. Même dans le camp venizélistes, les ardeurs guerrières restent modérées et, à partir de 1917, les généraux Sarrail puis Guillaumat à Salonique observe le peu d'empressement des Grecs à s'engager.

Trois ensembles géographiques distincts

L'activisme allié en territoire grec se manifeste sous des formes différentes mais complémentaires dans trois grandes zones. Dans les îles, l'intervention est précoce,

23. « Au pied de l'Acropole », *L'Illustration*, 16 avril 1916.

justifiée par la mise en place et le soutien de l'expédition des Dardanelles puis la campagne de Gallipoli et relève de la Marine. En Macédoine, le débarquement de Salonique et la constitution du camp retranché sont justifiés par la nécessité de soutenir l'armée serbe puis d'opposer une force terrestre aux Germano-Austro-Bulgares. En vieille Grèce et plus particulièrement à Athènes, les ingérences sont le fait des missions militaires, relevant des missions diplomatiques ou ponctuellement mises sur pied pour contrôler la démobilisation, le désarmement et le repli vers le Péloponnèse des unités grecques.

Intérêt des Alliés pour les îles grecques

Revendiquées par les tenants de la Grande Grèce depuis la renaissance du pays au XIX^e siècle, les îles des archipels égéens restent disputées entre Athènes et Constantinople.

Dès 1915, les premiers débarquements français et britanniques visent à fournir des bases logistiques arrières, à mi-distance de l'Égypte, aux forces navales engagées dans l'expédition des Dardanelles. Malgré les protestations du gouvernement d'Athènes, « la fin justifie les moyens » et le 1^{er} janvier 1916, dans *L'Œuvre*, sous le titre « La Grèce proteste sans raison », la note grecque est balayée d'un revers de main, puisque l'occupation de Castellorizo « fut effectuée dans des dispositions amicales et après que le gouvernement grec eut reçu l'assurance qu'elle était nécessaire par la guerre et qu'elle serait provisoire ».

En 1916, Corfou est occupée pour assurer le recueil des débris de l'armée serbe (les Français nient alors les épidémies dont sont victimes les survivants et qui pourraient s'étendre à la population insulaire, mais aménagent sur l'île deux hôpitaux) et les opérations se poursuivent tout au long de l'année 1916. Le 9 novembre, les îles de Leros et de Kyra sont occupées par des détachements alliés et le drapeau français est hissé aux mâts des navires grecs. Le même jour, un détachement de 150 marins occupe l'arsenal de Salamine. Le 13 novembre, la flottille de sous-marins grecs passe également sous le contrôle de la Marine française. En décembre, le préfet loyaliste de l'île de Syra, dans les Cyclades, est remplacé par un fonctionnaire aux ordres des Alliés. Les exemples pourraient être ainsi multipliés. À l'intérêt immédiat que représente le transfert de l'autorité locale d'un représentant d'Athènes à un délégué venizéliste, s'ajoute la possibilité d'utiliser certaines ressources minières pour les besoins de l'industrie de guerre de l'Entente.

L'occupation en Macédoine et ses conséquences

Le débarquement des troupes franco-britanniques à Salonique est présenté comme une ultime tentative de « tendre la main » par le Sud à l'armée serbe agressée par la coalition germano-austro-bulgare. Les Alliés justifient leur action d'une part par l'accord donné par le Premier ministre Venizélos, d'autre part par le traité gréco-serbe de 1913, mais le Premier ministre Venizélos a aussitôt été remplacé à la tête du gouvernement. Puisque la Grèce, puissance souveraine, ne souhaitait mettre en œuvre le traité de 1913, comment les Occidentaux pouvaient-ils, en droit, s'en prévaloir à sa place ? L'argumentation généralement

présentée, selon laquelle il y aurait « consentement tacite » du gouvernement légitime et de ce fait « participation passive » de la Grèce à la guerre, paraît pour le moins étonnante²⁴. Une nouvelle fois, la raison du plus fort prime : les protestations grecques ne pourront pas « empêcher l'expédition de Macédoine qui est en voie d'exécution [...] car les événements démontrent que les faits seuls importent en Orient »²⁵. Cette thèse est d'ailleurs contredite, comme lors de chaque divergence franco-britannique au sujet de la Méditerranée orientale, par les autorités de Londres qui considèrent que ce n'est pas à « l'invitation » de Venizélos, mais à celle « du gouvernement régulier grec » que l'Entente s'est installée en Macédoine²⁶ : « La politique des Alliés n'est pas de pousser la Grèce à abandonner la neutralité et à l'entraîner à la guerre contre sa volonté »²⁷. Londres cède cependant devant Paris.

À la suite de la proclamation de la loi martiale par le général Sarrail sur le territoire d'un État neutre, l'argumentation française tente de s'appuyer sur une subtile dialectique mais peine à convaincre, et pour *Le Petit Journal* : « La proclamation de l'état de siège ne constitue pas une brutale mainmise sur l'autorité grecque et ne lèse pas les droits souverains de l'État hellénique, mais elle institue un contrôle rigoureux et efficace des ports, des douanes et des communications ». À droite de l'échiquier politique, le raisonnement suivi par Jean Herbette dans *L'Écho de Paris* du 10 juin 1916 manque singulièrement de rigueur : « Dans le régime défini par les deux mots "neutralité bienveillante", ils [les Alliés] ont loyalement respecté la neutralité. C'était au gouvernement grec de pratiquer la bienveillance [...]. Cette violation de la parole donnée, voilà la base juridique des mesures que les Alliés ont jugé ou jugeront utiles de prendre ». Prenant progressivement le contrôle de tous les moyens de transport et de communication, Sarrail impose la censure et procède à d'importants changements dans l'administration locale.

Les pressions sur le gouvernement royal

Les démarches des Occidentaux à Athènes se font plus pressantes au fur et à mesure de la dégradation des relations du pays avec l'Entente. L'année 1916 est à cet égard cruciale (affaire du fort de Rupel, entrée des Bulgares en Macédoine orientale, « guet-apens d'Athènes ») et Paris joue un rôle moteur dans toutes les mesures de coercition, difficilement acceptées par les Britanniques et les Italiens. Elles s'accompagnent de la saisie des navires grecs par les Franco-Britanniques²⁸ et de la mise en place progressive – les mesures sont annoncées une à une, levées lorsque les tensions se dissipent ou accrues à chaque phase aiguë – du blocus. Celui-ci fonctionne d'ailleurs avant d'avoir été officiellement notifié par les gouver-

24. Développée en particulier par L. Maccas, « La Grèce et l'Entente (1914-1917) », art. cit., p. 53-54.

25. *Le Temps*, 7 octobre 1915.

26. Intervention de Lord Robert Cecil, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, devant la Chambre des Communes, 1^{er} novembre 1916.

27. Note officieuse du gouvernement britannique diffusée le 1^{er} novembre 1916 par l'agence Reuter.

28. Sur cette question générale des relations entre les puissances en guerre et les neutres, voir J. Perrinjacquet, « La guerre européenne et les relations commerciales des belligérants et des neutres », *Revue générale de droit international public*, 1915, p. 127-238.

nements et dès le 7 juin : « des navires de guerre français empêchent des vapeurs grecs d'entrer dans le port du Pirée »²⁹. Pour le Premier ministre Skouloudis,

[...] ces mesures auront simplement pour résultats, si elles ne sont pas immédiatement rapportées, d'affamer la population du royaume [...]. Nous ne pouvons nous résoudre à croire que la France ait l'intention de tirer de cette façon vengeance de la Grèce qui, en pays indépendant, a le droit incontestable et formellement reconnu par les puissances elles-mêmes de rester neutre³⁰.

[...] Dès aujourd'hui, l'arrêt des navires transportant des vivres dans divers points du royaume réduit à la plus noire misère plusieurs de nos provinces³¹.

Qu'il y ait incontestablement exagération dans les propos du Premier ministre grec (la famine n'apparaît pas dès le lendemain du début d'un blocus encore imparfait autour d'un pays essentiellement agricole) n'enlève rien au caractère disproportionné de la réponse voulue par les autorités françaises à la prise du fort de Rupel par les Bulgares. À plusieurs reprises, Sarrail à Salonique et de Roquefeuil à Athènes prônent pourtant la mise en place d'un blocus complet pour « affamer la population » et la contraindre à rejeter le gouvernement royal.

Les efforts du gouvernement Skouloudis et de ses successeurs pour préserver le territoire national et les institutions sont gravement pénalisés par la crise budgétaire et financière que traverse le royaume. En janvier 1916, le Premier ministre renouvelle sa demande à l'Entente d'un secours financier rapide de 40 millions, mais pour les quotidiens français, « nous n'avons aucune raison d'avancer de fortes sommes à un État qui se proclame obstinément neutre [...]. Il ne saurait y avoir alliance des trésoreries lorsque les armées ne sont pas solidaires ». L'affaire se complique en avril avec le refus des autorités d'Athènes à autoriser le transit par la Grèce continentale de l'armée serbe reconstituée à Corfou (île également saisie par les Alliés) à destination de Salonique. Arguant de l'interdiction établie par la jurisprudence internationale du passage de troupes belligérantes par le territoire d'un État neutre et du risque de voir les chemins de fer grecs, dont le débit est faible, immobilisés au bénéfice des seuls Occidentaux, le gouvernement de Constantin fait connaître qu'il tolérera le transit maritime par le canal de Corinthe et les détroits d'Eubée. Paris juge la réponse insatisfaisante : « M. Briand m'a dit que, dans ces conditions, il ne pouvait plus être question d'accorder l'avance de 150 millions demandée par le gouvernement royal »³². Le Premier ministre grec répond dès le lendemain (« Nous n'avons pas sollicité cette avance comme prix d'une violation de neutralité, que nous n'avons jamais songé à consentir »³³), mais sa démonstration reste sans effet.

Une nouvelle note de protestation des Alliés, appuyée par une démonstration navale, exige à la fin du mois de juin 1916 la démission du cabinet Skouloudis, la

29. *Le Petit Journal*, 11 juin 1916.

30. SHD, Télégramme de Skouloudis à la Légation de Grèce à Paris, 7 juin 1916.

31. SHD, Télégramme de Skouloudis aux ambassadeurs grecs à Paris, Londres, Rome et Pétersbourg, 7 juin 1916.

32. SHD, Télégramme adressé à Athènes par l'ambassadeur de Grèce à Paris, 10 avril 1916, dans *Livre blanc grec. Pourparlers diplomatiques 1913-1917*, Paris, Berger-Levrault, 1918, p. 76-77.

33. SHD, Télégramme du Premier ministre grec à son ambassadeur à Paris, 11 avril 1916, *Ibidem*, p. 77-78.

dissolution de la Chambre et la convocation de nouvelles élections législatives et le remplacement d'un nombre considérable de fonctionnaires, en particulier dans la police. L'Entente prétend désormais contrôler l'ensemble de l'administration d'un État neutre. Constantin cède à l'ultimatum et M. Zaïmis devient président du Conseil le 22 juin.

Les incidents des 1^{er} et 2 décembre 1916 sont exploités sans vergogne. Les journaux français titrent « Bataille de rues à Athènes », « Guet-apens athénien », « Vêpres athéniennes », voire « Saint-Barthélemy » des Venizélistes. Les informations non vérifiées les plus alarmistes circulent : « Au lendemain de l'insurrection, tandis qu'on arrêta encore – et qu'on fusillait – tous les Venizélistes qui n'étaient pas parvenus à se cacher, Athènes se vida », se traduisant par cette conclusion sans appel à l'égard de Constantin I^{er} et du gouvernement royal : « Allemands ils sont, Allemands ils resteront »³⁴. Pour *Le Petit Parisien* du 3 décembre, « le gouvernement d'Athènes répondra de son crime », mais le commandant de Roquefeuil, ennemi résolu de Constantin et qui demandait le 4 décembre « un blocus radical de la Grèce jusqu'à ce qu'elle nous ait livré 100 otages [...]. Avant tout il faut bombarder Athènes et les ports le plus vite possible »³⁵, doit reconnaître quelques jours plus tard : « Je constate qu'il y a eu en réalité moins de massacres qu'on l'a dit [...]. En fait, je retrouve beaucoup de nos agents, y compris ceux que nous croyions morts »³⁶. Dans le processus de prise de décision, l'information du gouvernement français a néanmoins reposé au début de la crise sur les premières informations transmises et c'est sur leurs bases que les Alliés se sont réunis pour décider de nouvelles sanctions à l'égard d'Athènes.

Les détachements alliés contrôlent alors en particulier le repli de l'armée grecque vers le Péloponnèse et son désarmement. Il est sur ce plan intéressant de noter que les rapports de l'attaché militaire – qui note sur le terrain une exécution très correcte des décisions de l'Entente – contredisent ceux de Sarrail, qui de Salonique ne cesse de s'insurger contre la persistance d'une menace militaire royaliste sur ses arrières.

Le gouvernement royal multiplie les notes de protestation auprès des différentes puissances, belligérantes ou neutres et, pour justifier son interventionnisme actif (et désordonné), Paris prétend s'appuyer sur les traités de 1863 et de 1864³⁷ pour imposer le respect des règles de la vie politique constitutionnelle (Venizélos a été remplacé comme chef du gouvernement alors qu'il dispose d'une majorité parlementaire) afin de « protéger la Grèce contre une entreprise de tyrannie ». Pour les Chancelleries occidentales, il devient difficile de gérer dans la durée des relations avec deux gouvernements grecs. Paris et Londres pratiquent l'équili-

34. « La politique extérieure », *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1917, p. 107 et *ibidem*, 10 avril 1917, p. 113.

35. SHD, Télégramme n° 1882 du 4 décembre 1916, de l'attaché naval au ministre de la Marine.

36. SHD, Télégramme n° 2031R66 du 25 janvier 1917 de l'attaché naval à l'état-major de l'armée.

37. Traités signés à Londres, le 5 juin 1863 et le 20 mai 1864 qui réaffirment le rôle de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie (« Puissances protectrices » du royaume de Grèce) et sanctionnent, pour le premier l'élection du prince Guillaume de Danemark au trône de Grèce, et pour le second le rattachement des îles Ioniennes au royaume.

brisme diplomatique : « M. Venizélos gouverne au nom du roi Constantin, mais en conformité avec la ligne politique qui lui est propre » (*sic !*), « Il est donc clair que la seule autorité *de jure* est celle du roi »³⁸, mais une telle situation ne peut raisonnablement s'éterniser.

Le « détronement » de Constantin

Dans le cadre plus large des dissensions franco-britanniques relatives à la Méditerranée orientale en 1917, les réunions des 4 et 5 mai à Paris permettent d'arrêter une position acceptable par les deux gouvernements : l'entrée en ligne des troupes vénizélistes sur le front de Salonique permet d'envisager dans une deuxième phase un transfert de divisions britanniques vers l'Égypte pour renforcer l'armée Allenby en Palestine. Mais il faut pour cela résoudre au préalable « la question grecque » et Londres se rallie à la solution française du renvoi de Constantin. Jonnart, avec le titre significatif de Haut-commissaire allié, obtient le 10 juin le départ du roi sous la menace du débarquement au Pirée de plusieurs milliers de soldats alliés, qui attendent dans les navires qui croisent devant Le Pirée.

Dans son livre *La conquête d'Athènes (juin - juillet 1917)*³⁹, le général Regnault rappelle qu'une intervention militaire contre la capitale grecque a déjà été envisagée à trois reprises l'année précédente et s'inquiète d'ailleurs qu'au dernier moment un contre-ordre puisse être donné aux troupes qui se préparent à débarquer.

Si Constantin refuse formellement d'abdiquer, la question de la succession au trône de Grèce n'est considérée par les Alliés que sous l'angle des intérêts à court terme de l'Entente : « L'idée de Jonnart était de conférer la royauté au prince Paul, un enfant, et de créer un conseil de régence où Venizélos serait tout puissant », mais ce dernier répond : « Je préfère le prince Alexandre, car personne ne peut plus rapidement déconsidérer l'idée monarchique »⁴⁰. Le juridisme n'émeut pas les analystes : « Constantin a-t-il abdiqué ou n'a-t-il pas abdiqué ? On a beaucoup discuté là-dessus le mois dernier. La question ne présente pourtant aucun intérêt. Peu importe en effet qu'il ait ou non l'esprit de retour »⁴¹. Pour *Le Figaro* du 12 juin, « le tortueux complice du Kaiser a été enfin obligé de céder », tandis que *L'Humanité* du 14 reproduit en première page la déclaration du président du Conseil français devant les députés : puisque la Grèce n'est plus un État constitutionnel, « nous avons demandé et obtenu l'abdication du roi Constantin et du Diadoque. Ce résultat a produit dans le monde entier la meilleure impression. Il a montré que les puissances peuvent obtenir ce qui est juste et tenir leurs engagements envers tous les peuples ». Dieu qu'en termes élégants ces choses là sont dites... La Grèce peut désormais officiellement entrer en guerre, pour son bien.

38. Intervention de Lord Robert Cecil devant la Chambre des Communes le 28 novembre 1916.

39. Général Regnault, *La conquête d'Athènes (juin - juillet 1917)*, Paris, Fournier, 1919. On observe que la page de titre porte la mention « Ouvrage interdit par la censure en septembre 1918 ».

40. Robert de Billy, « Salonique, 1917 », art. cit., p. 242.

41. « La politique extérieure », *Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1917, p. 118.

Épilogue

Il apparaît ainsi que les relations entre la Grèce et la France ne cessent, par paliers successifs, de se détériorer entre août 1914 et juin 1917. Elles sont marquées par une neutralité très bienveillante jusqu'en mai 1915, qui se transforme en neutralité stricte au cours du deuxième semestre, avant de donner le sentiment d'une hostilité croissante entre décembre 1915 et novembre 1916. Au cours de la dernière phase, le débat sur la reconnaissance du gouvernement provisoire de Salonique accentue le différent entre Paris et Athènes et se termine par la déposition de Constantin. L'avènement du roi Alexandre confirme la mainmise des occidentaux sur le pays :

Je le plains de plus en plus de faire un pareil métier, d'autant plus que tous les gens qu'il voyait sont restés attachés à son père et ne peuvent pas le voir [...]. Je ne vois pas comment on pourra lui créer une situation personnelle à lui, même après la paix⁴².

Au-delà du renfort apporté par quelques divisions grecques aux effectifs totaux des armées alliées d'Orient, il ne semble pas acquis que les efforts déployés pendant trois ans à Athènes et à Salonique aient permis de créer une alliance solide entre Paris et le gouvernement vénizéliste. Sarrail le note en conclusion de son article déjà cité : « Lorsque je quittais Salonique en décembre 1917, la Grèce vénizéliste était devenue un simple dominion britannique avec un roi fainéant sous un grand maire du Palais »⁴³. À l'issue du bref épisode de la campagne de Russie du sud au printemps 1919, la guerre gréco-turque témoigne bientôt de refroidissement des relations entre la France et la Grèce. Les intérêts nationaux divergents n'empêchent pas, toutefois, qu'un voile pudique reste jeté sur les événements des années 1914-1917. « L'historien de l'avenir sera assez juste pour ne pas chercher chicane à la France et à ses alliés de certaines infractions inhérentes à la complexité et à l'étendue de la lutte qu'ils durent soutenir », écrit Frangulis⁴⁴ avec un sens aigu de la litote. Plus familièrement, Melas constate que l'on n'a que « trop prononcé le mot “gaffes” en parlant de la politique de l'Entente »⁴⁵.

Archives

Pour un état quasi exhaustif des sources relatives à la Grèce conservées au Service Historique de la Défense, le lecteur se reportera utilement à Rémy Porte (dir.), *Les relations militaires franco-grecques, de la Restauration à la seconde guerre mondiale*, Vincennes, Service Historique de la Défense, 2007, « État des fonds », p. 189-213. Pour une analyse qualitative, à Rémy Porte, « Militaires français et renseignement en Grèce et sur le front d'Orient, 1915-1924. Approche historiogra-

42. Lettre du 7 février 1918, *Correspondance de guerre du général Guillaumat, op. cit.*, p. 287-288.

43. Général Sarrail, « La Grèce vénizéliste... », art. cit., p. 706.

44. A.-F. Frangulis, *La Grèce et la crise mondiale*, 2 vol., Paris, Alcan, 1926, t. 1, p. 10.

45. Georges M. Melas, *L'ex-roi Constantin...*, op. cit., p. 145.

phique des sources françaises», dans Yannis Mourelos (dir.), *The Salonica Theatre of Operations and the Outcome of the Great War*, Actes du colloque tenu à Thessalonique du 16 au 18 avril 2002, Thessalonique, Institut d'études balkaniques, 2005, p. 399-408.

Bibliographie complémentaire

Si elles sont aujourd'hui trop souvent oubliées, les « affaires de Grèce » entre 1914 et 1917 sont à l'origine, dans les années qui suivent, de nombreuses publications d'acteurs et témoins, journalistes et hommes politiques. Ces ouvrages présentent certes tous les défauts des témoignages « à chaud », mais ils offrent l'incomparable intérêt de pouvoir être confrontés. En complément des archives originales auxquelles ils donnent de la chair, le croisement des « souvenirs » et autres sources imprimées et l'analyse de la presse du temps permettent, par touches successives, de dépasser les partis pris et les *a priori*. Enfin, parmi les études récentes, celles du professeur Yannis Mourelos sont d'un intérêt tout particulier.

ANONYME (Georges Streit), *Le départ du roi Constantin. Vérités inédites, documents*, Genève, Edwin Frankfurter, 1917.

ANONYME, « Les aspects nouveaux de la question d'Orient. Le rôle de la Grèce », *Correspondance d'Orient*, 25 juin 1916, p. 102-105 ; « La tragédie grecque », *Correspondance d'Orient*, 10 novembre 1916, p. 399-400.

ABBOTT G.F., *Greece and the Allies, 1914-1922*, Londres, Methuen & Co., 1922.

ANCEL Jacques, « L'Entente et la Grèce pendant la guerre mondiale », *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, juillet 1931, p. 225-233.

BAÏRAS général, *Le fort d'arrêt « Roupel ». Tous les documents officiels. Une réponse au général Sarrail*, Rome, Albrighi Segati, 1922.

BECKER Jean-Jacques, « La perception à travers la presse des rapports entre la France et la Grèce pendant la Grande Guerre », dans *La France et la Grèce dans la Grande Guerre*, Actes du colloque de novembre 1989 à Thessalonique, Thessalonique, Université de Thessalonique, 1992, p. 89-100.

BORDEAUX général Paul Emile, *L'Orient hellénique contemporain. La Crète, les guerres balkaniques, la Grande Guerre 1914-1918, les suites*, Thonon-les-Bains, Société d'éditions savoyardes, 1948.

CAUBET Louis, « Les opérations navales en Méditerranée pendant la première guerre mondiale », dans *Communications 1989-1990* (Comité de documentation historique de la Marine), Vincennes, Service Historique de la Marine, 1992, p. 143-157.

CAUBOUÉ Pierre, « Le contrôle militaire interallié en Grèce (21 janvier - 11 juin 1917) », *Revue des sciences politiques*, t. XL, 15 octobre 1918, p. 190-215.

CLERGEAU Emmanuel, *Le commandant de Roquefeuil en Grèce*, Paris, Editions de France, 1934.

- COBLENTZ Paul, *Le silence de Sarrail*, Paris, Louis Querelle, 1930.
- COMBOTHECRA X.S., *Histoire ignorée du blocus grec. Notes tirées du journal vécu d'un Athénien*, Genève, Albert Kundig, 1918.
- CONSTANTIN, roi de Grèce, *A King's Private Letters*, Londres, Eveleigh Nash & Grayson, 1925.
- COSMIN S., *Diplomatie et presse dans l'affaire grecque, 1914-1916*, Paris, Société mutuelle d'édition, 1921.
- COSMIN S., *L'Entente et la Grèce pendant la Grande Guerre (1914-1917)*, 2 vol., Paris, Société mutuelle d'édition, 1926.
- COSMIN S., *Dossiers secrets de la Triple Entente : Grèce, 1914-1922*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1970.
- DARTIGUE DU FOURNET, amiral Louis, *Souvenirs de guerre d'un amiral (1914-1916)*, Paris, Plon, 1920.
- DAVID Robert, « Monsieur Jonnart en Grèce. Pourquoi et comment on dépose un roi », *La Revue hebdomadaire*, décembre 1917, t. XII, p. 38-53.
- DEVILLE Gabriel, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie. Notes d'histoire et souvenirs*, Paris, Figuière, 1919.
- DRIAULT J.-E., *Le Basileus Constantin XII, héros et martyr*, Paris, Librairie Sirey, 1936.
- DUTTON David J., « France and the Commercial Exploitation of Greece during the Great War », *Canadian Journal of History*, 1979, 14, n° 1, p. 65-83.
- FRANGULIS A.-F., *La Grèce et la crise mondiale*, 2 vol., Paris, Alcan, 1926.
- FRÉGIER Charles, *Les étapes de la crise grecque, 1915-1918*, Paris, Bossard, 1919.
- GAUVAIN Auguste, *L'affaire grecque*, Paris, Bossard, 1918.
- MACCAs Léon, *Ainsi parla Vénizélos*, Paris, Plon, 1916.
- MACCAs Léon, *Constantin I^{er}, roi des Hellènes*, Paris, Bossard, 1917.
- MACCAs Léon, « L'alliance gréco-serbe. Les faits. Les prétextes juridiques et politiques à l'abstention », *Le Correspondant*, 23 février 1916.
- MACCAs Léon, « La Grèce et l'Entente (1914-1917) », *Revue générale de droit international public*, janvier-août 1918, p. 29-75 et 154-222.
- MASSIS Henri et HELSEY Edouard, *La trahison de Constantin*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1920.
- MELAS Georges M., *L'ex-roi Constantin. Souvenirs d'un ancien secrétaire*, Paris, Payot, 1921.
- MERMEIX (Gabriel Terrail), *Le commandement unique*, vol. 2 : *Sarrail et les armées d'Orient*, Paris, Ollendorff, 1920.
- MONTANT Jean-Claude, « Aspects de la propagande française en Grèce pendant la Première Guerre mondiale », dans *La France et la Grèce dans la Grande Guerre*,

Actes du colloque de novembre 1989 à Thessalonique, Thessalonique, Université de Thessalonique, 1992, p. 61-87.

MOURÉLOS Yannis, *L'intervention de la Grèce dans la Grande Guerre (1916-1917)*, Athènes, Institut français d'Athènes, 1983.

MOURÉLOS Yannis, « À l'ombre de l'Acropole : espionnage et contrainte politique en Grèce pendant la Grande Guerre », *Relations internationales*, été 1994, n° 78, p. 175-184.

NICOLAS, prince de Grèce, *Political Memoirs (1914-1917). Pages from my Diary*, Londres, Hutchinson & Co., 1928.

PANTELAKIS Nicolas, « Crédits de guerre et rapports franco-helléniques, 1917-1928 », dans *La France et la Grèce dans la Grande Guerre*, Actes du colloque de novembre 1989 à Thessalonique, Thessalonique, Université de Thessalonique, 1992, p. 165-175.

PINGAUD Albert, « Le second ministère Vénizélos (24 avril - 5 octobre 1915) et les origines de l'expédition de Salonique », *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, avril 1934, p. 127-147.

PINGAUD Albert, « Le ministère Zaïmis (7 octobre - 4 novembre 1915) et les débuts de l'expédition de Salonique », *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, juillet 1934, p. 201-222.

PLATYKAS Panayotis D., *La Grèce pendant la guerre 1914-1918. Étude de politique extérieure*, Berne, F. Wyss, 1918.

RECOULY Raymond, *M. Jonnart en Grèce et l'abdication de Constantin*, Paris, Plon, 1918.

RECOULY Raymond, « La mission de M. Jonnart en Grèce », *Revue des Deux Mondes*, novembre-décembre 1917, t. XLII, p. 803-832 et janvier 1918, t. XLIII, p. 400-420.

ROCHE Raymond, *Légitimité de l'occupation militaire française en territoire hellénique au cours de la guerre 1914-1918*, Toulouse, Imprimerie toulousaine, 1923.

SARRAIL Maurice, *Mon commandement en Orient (1916-1918)*, Paris, Flammarion, 1920.

SARRAIL Maurice, « La Grèce vénizéliste. Souvenirs vécus », *Revue de Paris*, 15 décembre 1919, p. 685-706.

SKOULLOUDIS Stéphanos, *L'affaire de Roupel. Apologie devant la Haute-Cour*, Genève, Albert Kundig, 1920.

STAVRINOÛ Miranda, « Les buts de la propagande française en Grèce en 1917 et 1918 », *Revue des études sud-est européennes*, janvier-juin 1993, XXXI, n° 1-2, p. 85-98.

STAVRINOÛ Miranda, « Gustave Fougères, l'École française d'Athènes et la propagande en Grèce durant les années 1917-1918 », *Bulletin de correspondance hellénique*, vol. 120, 1/1996, p. 83-99.

THOBIE Jacques, « Les dettes de guerre grecques vues de Paris », dans *La France et la Grèce dans la Grande Guerre*, Actes du colloque de novembre 1989 à Thessalonique, Thessalonique, Université de Thessalonique, 1992, p. 141-163.

THOMSON Basil, *Le service secret allié en Grèce*, Paris, Editions de la Nouvelle revue critique, 1933.

TORAU-BAYLE X., « Deux ans de politique militaire en Grèce. Du débarquement à Salonique à la chute du roi Constantin », *Les Archives de la Grande Guerre*, 2^e année, t. V, VI, 1920, p. 215-230, 336-353, 3^e année, t. VII, 1921, p. 174-190.

TOUNDA-FREGADI Areti, « Violations de la neutralité grecque par les Puissances de l'Entente durant la première guerre mondiale », *Balkan Studies*, vol. 26, n° 1, 1985, p. 113-129.

VAKA Demetra (Mrs. Kenneth Brown), *Les intrigues germaniques en Grèce*, Paris, Plon, 1918.

VARFIS Constantin, « La presse grecque du temps de la discorde nationale », dans *La France et la Grèce dans la Grande Guerre*, Actes du colloque de novembre 1989 à Thessalonique, Thessalonique, Université de Thessalonique, 1992, p. 101-110.